

Unité bi-départementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 24 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Colas France – Etablissement de Poitiers**

22 Avenue Marcel Dassault  
86580 Biard

Références : 2026 621 Ubd16-86 ENV86  
Code AIOT : 0007208084

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mars 2026 de l'installation de stockage de déchets exploitée par la société Colas France implantée au lieu-dit « Plaine du Moulin des Dames » 86240 Smarves. L'inspection a été annoncée le 11 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'opération « coup de poing » régionale relative au risque chimique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Colas France
- Lieu-dit « Plaine du Moulin des Dames » 86240 Smarves
- Code AIOT : 0007208084
- Régime : Autorisation

L'installation de stockage accueille :

- des déchets non dangereux inertes (installation de stockage de déchets inertes – rubrique 2760-3) ;
- des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante (installation de stockage de déchets non dangereux – rubrique 2760-2) ;

- une station de transit de matériaux inertes (rubrique 2517-2) ;
- une installation de recyclage de matériaux inertes (rubrique 2515).

Elle est autorisée jusqu'au 8 janvier 2027.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5	Demande d'action corrective	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31 et 35
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 3.5

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des risques chimiques apparaît bien maîtrisée par l'exploitant sur son installation de stockage de déchets au regard des enjeux. Une justification est néanmoins attendue concernant le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie et la formation du personnel au maniement des extincteurs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18 décembre 2006, articles 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescriptions contrôlées :</b> Article 31 : « Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. »  Article 35 : « Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de la visite l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits chimiques entreposés sur le site.

<p>Lors de la visite, il a été constaté la disponibilité de ces FDS, accessibles pour tout le personnel depuis un classeur tenu à disposition dans l'atelier.</p> <p>Le chef d'atelier assure une veille documentaire auprès de son fournisseur TotalEnergies afin de tenir à jour l'ensemble de ces fiches sur le site de Smarves ou auprès de l'agence de Châtellerault.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>« Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, la mise en œuvre des prescriptions mentionnées dans les fiches de données de sécurité du GNR (excellium pro non routier) et du liquide de refroidissement (coolelf auto supra) ont été vérifiées.</p> <p>En matière de lutte contre l'incendie, il est constaté la présence d'extincteur CO<sub>2</sub> de 2kg à proximité immédiate du local de stockage des produits d'entretien des véhicules utilisés sur site, ainsi des extincteurs à poudre dans chacun des engins.</p> <p>En plus des moyens dont il dispose, l'exploitant propose, au regard de la configuration du site, la mise en place d'un bac contenant du sable au droit de l'aire de dépotage/remplissage de carburant. Le sable constitue en effet l'un des moyens d'extinction préconisés pour les départs de petits feux dans la FDS du GNR.</p> <p>L'exploitant indique qu'une formation au maniement des extincteurs est dispensée au minimum tous les 5 ans pour les personnels susceptibles d'agir en cas d'incendie.</p> <p>Néanmoins, il n'est pas en mesure de fournir les attestations de formation.</p> <p>La vérification annuelle des extincteurs a pu être constatée dans le registre adéquat.</p> <p>En cas de déversement accidentel, l'exploitant dispose d'équipements de sécurité adaptés et de kits antipollution dans chacun des engins. L'exploitant n'a pas été confronté à une situation ayant engendré un volume important de déversement, mais le cas échéant, l'élimination des déchets est prévue auprès d'une filière adaptée, via le groupe Chimirec.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra les attestations de formation de son personnel au maniement des extincteurs et justifiera du dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie dont il dispose au regard du risque encouru.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i>  <i>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</i> <i>50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</i>  <i>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</i>  <i>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.</i>  <i>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. [...] »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de deux locaux de stockage de produits liquides. Dans un premier conteneur, on retrouve une cuve étanche de 1600 litres de GNR en paroi double-peau comprenant une jauge de niveau ainsi qu'un bidon de stockage d'Ad Blue sur rétention de 200 litres. Le second local contient le stockage des différentes huiles moteur, hydrauliques et liquide de refroidissement dans des bidons de 5 à 20 litres, disposés sur une rétention suffisamment dimensionnée à 160 litres. Ces capacités sont adaptées au regard de l'état des stocks transmis et constatés sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« [...] Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. [...] »</i>
<b>Constats :</b> Selon les FDS transmises, il n'existe aucune incompatibilité de stockage entre les différents produits chimiques stockés sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks

**Prescription contrôlée :**

*« L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. »*

**Constats :**

Lors de la visite, un état actualisé des stocks de produits dangereux ainsi qu'un plan de localisation des risques ont été présentés et n'appellent pas de remarques. Le volume des différents produits chimiques stockés sur site le jour de la visite n'excède pas 1000 litres, dont 700 litres de GNR. En cas de besoin, l'exploitant gère l'approvisionnement des produits via l'atelier de Châtellerault.

**Type de suites proposées :** Sans suite